

Ouïghours : Xi Jinping a donné l'ordre d'être "sans pitié"



400 pages de documents secrets chinois consacré au sort des Ouïghours ont été publiés ce week-end par le New York Times.

C'est une fuite de documents extraordinaire : un lanceur d'alerte chinois, présenté comme un "membre de l'élite politique chinoise" a fourni au quotidien américain The New York Times plus de 400 pages de documents apportant la preuve de l'implication du président chinois dans la détention massive de l'ethnie musulmane, les Ouïghours. Selon le New York Times, cette fuite montre que cette politique autoritaire suivie au Xinjiang ne fait pas l'unanimité au sein du pouvoir chinois. Le lanceur d'alerte a en effet émis l'espoir que ces documents empêcheront le régime, et le président Xi, "d'échapper à sa culpabilité pour les détentions généralisées" dans cette région.

Ces documents comprennent 96 pages de discours inédits du président Xi Jinping, 102 pages de discours de cadres du parti, 161 pages de directives et de rapports sur la surveillance des citoyens et 44 pages d'enquêtes internes. On y apprend que c'est Xi Jinping lui-même qui a lancé le projet en avril 2014, un an après son arrivée au pouvoir, après une série d'attentats meurtriers menés par des extrémistes ouïghours. Dans un discours à des responsables du Xinjiang en 2014, le président chinois appelle à une "lutte totale contre le terrorisme, l'infiltration et le séparatisme" en utilisant les "organes de la dictature" et en ne montrant "absolument aucune pitié". "Pour assurer la stabilité dans le Xinjiang, il faut une vaste campagne de surveillance et de collecte de renseignements pour éliminer la résistance dans la société ouïghoure", a déclaré Xi Jinping.

"Pour nous, communistes, mener une guerre du peuple devrait être naturel. Nous sommes les meilleurs organisateurs possible", résume Xi Jinping dans un document. Et la Chine s'est donné les moyens de cette guerre : caméras, drones déguisés en pigeons, reconnaissance faciale, collecte des données biométriques de tous les citoyens, bébés et vieillards compris (ADN, iris, empreintes, voix, sang...), surveillance des communications et des déplacements... Les documents détaillent l'arsenal mis en oeuvre par la dictature chinoise. Ils montrent également comment les camps d'internement se sont rapidement développés après la nomination, en août 2016, de Chen Quanguo, un haut fonctionnaire ayant déjà servi au Tibet, à la tête du Parti communiste régional.

"Ne craignez rien si les forces hostiles [les pays démocratiques, ndr] gémissent ou si des forces hostiles dénigrent l'image du Xinjiang", déclarait Xi Jinping à ses cadres il y a cinq ans. Sans preuves, les pays occidentaux ont été peu nombreux à lever la voix. Avec ces révélations, cela pourrait peut-être changer.